Élections législatives 11 juin - 10ème circonscription Val d'Oise LEFEBVRE des NOETTES François (Enseignant retraité) – QUENTON Martine (Directrice d'école honoraire) Candidats du POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)

Le 8 mai 2017 quatre électeurs sur cinq ont refusé de soutenir le programme de Macron. Ce président ultraminoritaire n'a aucune légitimité.

Pourtant, les institutions de la Ve République sont ainsi faites qu'un président qui représente 20 % de l'électorat concentre entre ses mains 100 % des pouvoirs. Ces pouvoirs, le gouvernement Macron annonce vouloir les utiliser en s'inscrivant dans la lignée des cinq ans de gouvernement Hollande de plans de régression sociale, de destruction, de contre-réformes dictées par l'Union européenne. Avec l'adoption de la LOI EL KHOMRI, QUI REMET EN CAUSE LE CODE DU TRAVAIL.

- ➤ L'ECOLE, est-il besoin de rappeler que la désastreuse loi PEILLON avec sa réforme des rythmes scolaires, puis la réforme du collège, participent de ce qu'il faut bien appeler un plan organisé de démantèlement du droit à l'instruction mené par les gouvernements successifs ?
- ➤ Le **REDECOUPAGE TERRITORIAL** génère transfert des compétences essentielles et concentration des pouvoirs et aboutit à la remise en cause des services publics et de la démocratie communale.

> Les ATTAQUES CONTRE LA SECURITE SOCIALE ET LE DROIT A LA SANTE

Avec la loi Touraine (dans la continuité de la loi Bachelot) et la mise en place des GHT (Groupement Hospitalier de territoire), c'est la transformation de plus de 1 000 hôpitaux actuels en 200 groupements hospitaliers de territoire, soit une économie de 800 millions d'euros imposée aux hôpitaux, dans le cadre du Pacte de responsabilité. Ainsi le centre hospitalier René-Dubos de Pontoise, fusionne avec les groupes hospitaliers de l'Oise et du Vexin, pour une population de 320 00 habitants. Conséquence directe un nouveau plan de retour à l'équilibre pour René-Dubos de 17 millions d'euros d'économies, avec la suppression 120 postes (blanchisserie, cuisine, administratif etc.) et de 54 lits (chirurgie, cardiologie, gastroentérologie), le non-paiement des heures supplémentaires pour le personnel soignant de nuit (perte de 300 à 450° mensuels depuis janvier 2017), la fermeture de la blanchisserie etc. À l'appel de l'intersyndicale (UNSA, CGT, CFTC, CFDT, Autonome) le personnel a fait grève et a manifesté à plusieurs reprises pour le retrait de ce plan.

Le député PS sortant de la 10ème circonscription, a été le rapporteur à l'Assemblée Nationale du budget de la sécurité sociale, et il y a justifié la poursuite de la politique d'exonérations de charges. Or de 1995 à 2016, les patrons ont bénéficié d'exonérations de cotisations sociales pour la somme faramineuse de 445 milliards d'euros. Sans ce pillage de salaire différé perpétré par des gouvernements de toutes couleurs politiques, il n'y a pas de déficit de la sécurité sociale.

Comme député et Président de la communauté d'agglomération de Cergy- Pontoise, il a appliqué la double peine pour les Cergypontains. D'un côté il a voté au Parlement toutes les lois citées ci-dessus et de l'autre, comme président de la CACP, il relaie cette politique d'austérité, avec la majorité en augmentant les impôts locaux, comme le conseil départemental et en privatisant les services publics : eau, parking, chauffage urbain, éclairage public, ordures ménagères, cantine scolaire etc. construction de l'AREN' ICE au coût pharaonique.

Et il a déclaré vouloir rallier la majorité présidentielle, sous l'étiquette socialiste (Vonews 11 mai) pour mettre en œuvre la politique voulue par le gouvernement Macron qui s'attaquera à tous les droits, aux conquêtes sociales, dans le droit fil du gouvernement Hollande/Valls.

Le POID partisan de l'unité des travailleurs et de leurs organisations dans la lutte de classe, hier contre l'adoption de la loi El Khomri, aujourd'hui pour son abrogation, entend jeter toutes ses forces dans l'action politique pour aider à la réalisation du front commun le plus solide, le bloc uni des travailleurs et des organisations pour bloquer les plans meurtriers de l'illégitime « président-20% ».

Le POID estime qu'il est urgent de construire un authentique parti ouvrier sur des bases de classe. C'est sur ces objectifs qu'il présente des candidats aux élections législatives pour aider à la réalisation de l'unité, pour l'abrogation de la loi El Khomri, contre les attaques qui menacent la Sécurité sociale et le Code du travail, pour l'Assemblée constituante pour en finir avec la Ve République.

Voilà pourquoi NOUS NOUS PRESENTONS, dans la 10ème circonscription du Val d'Oise, POUR RASSEMBLER UNE FORCE POUR LE COMBAT UNI, POUR LA RUPTURE ET POUR UN PARTI AU SERVICE DES SEULS INTERETS DES TRAVAIL.

Pour tout contact : fldn95@icloud.com

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

- **Au gouvernement Macron, gouvernement capita- liste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V[®] République et l'Union européenne :
- - bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière :
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.
- À la Vº République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

- À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.
- À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-CON.
- À la coalition des exploiteurs, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous!

